

## Déclaration liminaire au CDAS de l'Ardèche (2<sup>ème</sup> convocation) du jeudi 18 juillet 2019

Le Président de la république, le Premier Ministre et le gouvernement, en accord avec le MEDEF, mettent en œuvre une politique ultralibérale qui se traduit par de violentes attaques contre l'ensemble des salariés, publics ou privés. Les agentes et agents de la Fonction Publique sont au cœur des visées régressives du pouvoir exécutif. Le gel permanent du point d'indice depuis 2010, la mauvaise compensation de la hausse de la CSG, le rétablissement du jour de carence qui est une injustice pour tous les salariés, publics ou privés ne font qu'accroître les pertes de pouvoir d'achat des fonctionnaires reconnues dans les médias.

Le gouvernement a validé son projet de loi de transformation de la fonction publique véritable contre réforme dévastatrice. En démantelant les organismes consultatifs de la Fonction Publique, en remettant en cause les mandats des personnels, en ayant recours massivement aux contractuels, en accentuant fortement les éléments individuels de rémunération, ce projet de loi est une charge sans précédent contre le statut Général des fonctionnaires. Or ce statut, qui offre une équité dans les rémunérations, confère aux fonctionnaires des obligations qui garantissent la neutralité de tous les agents publics à l'égard de tous les citoyens, dans l'intérêt général.

Ce projet de loi crée un arsenal de dispositions, organise la mobilité forcée visant à accompagner des suppressions massives d'emplois, favorise l'abandon et la privatisation de nombres de missions publiques. Il est porteur de reculs très graves pour l'ensemble de la population qui accentueront encore les inégalités et la fracture sociale. Bien entendu, ce projet de loi ne fait pas l'objet de débats dignes de ce nom avec les organisations syndicales, car la pseudo-concertation sans discussion n'est pas du dialogue social. Ce projet de loi de transformation de la Fonction Publique s'inscrit dans un projet global de destruction du modèle social français. Il veut intégrer dans les administrations un modèle capitaliste du travail avec une volonté de gestion autoritaire,

partiale et inégalitaire tout en détruisant des pans entiers du service public, les bradant pour la plupart à des entreprises privées qui en tireront des bénéfices sur le dos des citoyens. Les seuls gagnants seront les détenteurs du pouvoir économique, au détriment des citoyens. Quant aux fonctionnaires, dernier rempart d'une société de cohésion sociale, solidaire et redistributive, ils se voient sacrifiés sur l'autel du libéralisme et de la rentabilité.

Alors Solidaires Finances tient à affirmer de nouveau son attachement aux valeurs du service public, à sa neutralité, à une fonction publique qui œuvre pour l'intérêt général.

La DGFIP, qui subit des restructurations et des réformes permanentes depuis les années 1990, va vivre un plan social jamais atteint en France. Suppressions massives d'emplois dans les 3 ans à venir, suppression de missions, déménagement de services, géographie revisitée, externalisation, privatisation, recours massif aux agences privées, tel est l'avenir de cette direction et de ses agents.

Tous les agents, déjà malmenés par un pouvoir d'achat en baisse constante, sont dans une souffrance extrême, inquiets sur leur devenir et celui de leurs familles, ayant compris que la garantie de leur emploi ne sera bientôt plus qu'un souvenir. Effectivement, à la DGFIP, 30 000 suppressions d'emplois et 16000 départs en retraite les comptes sont très parlants. Remise en cause de nos missions, de nos emplois, de nos réseaux, attaques contre le statut et les droits des agents de la Fonction Publique sont devenus les leitmotifs du gouvernement quand ce ne sont pas les propos insultants de la part des ministres. Ce mépris affiché par nos dirigeants, empreint d'une idéologie anti-fonctionnaires marquée trouve forcément écho auprès de la population .

Comment s'étonner ensuite de l'attitude et des réactions hostiles de certains?

Dans ces conditions l'Action Sociale doit être plus que jamais présente et venir en aide à tous les agents. Elle doit jouer son rôle de cohésion sociale qu'elle a un peu perdu de vue, avec des budgets à la hauteur des besoins. Mais tel n'est pas le cas.

En Ardèche, le Dauphiné Libéré titre, dans son article du 3 juillet 2019 : « Finances publiques : une réorganisation qui pose problème ». De même que l'ensemble des organisations syndicales, le président de l'association des maires et des présidents de communautés de communes de l'Ardèche considère que ce projet « est une restriction de présence du service public sur les territoires ».

La présentation du « projet » de géographie revisitée telle qu'elle est relatée dans cet article confirme le mépris du Ministère, des administrations centrale et locale à l'égard de ses agentes et agents. Le secrétaire d'État à la fonction publique y parle du « principe de saisonnalité fiscale » et précise « nous préférons que les agents aillent tenir des permanences quand il y a un besoin de la population plutôt qu'occuper des postes où personne ne va et qui isolent les agents ». Ses propos prouvent qu'il ne connaît pas la réalité du travail des fonctionnaires de la DGFIP, en surcharge de travail permanente et sous pression constante.

M. le Président, comment pouvez-vous parler d'un développement du réseau de proximité alors que vous prônez la visioconférence et que vous reconnaissez être « quasiment au bout du processus de dématérialisation... » ? Vous reconnaissez que l'objectif de ces réformes, c'est la dématérialisation des services, vous ne vous souciez guère des conditions de travail et de vie des agents.

Ce projet entraîne des souffrances psychologiques et physiques croissantes et extrêmes pour vos agents, dont vous avez la responsabilité. Cette gestion des personnels déshumanisée risque d'avoir des conséquences dramatiques, qui nous font craindre un syndrome France Telecom. Vous devrez alors en assumer toutes les conséquences...

En tant que président du CDAS, nous vous rappelons qu'il vous appartient de mettre en œuvre la note d'orientations ministérielles pour l'action sociale 2019 qui fixe comme priorité d'actions au niveau local, l'amélioration des conditions de vie des agents . Selon vos propos du 11 Avril dernier l'action sociale est le « pivot de la politique ministérielle des ressources humaines », alors dites-nous comment elle pourra compenser les souffrances engendrées par les mesures prévues dans le projet destructeur que vous devez mettre en œuvre en tant que directeur ?

# 2020 / 2023 : l'Ardèche sacrifiée !!

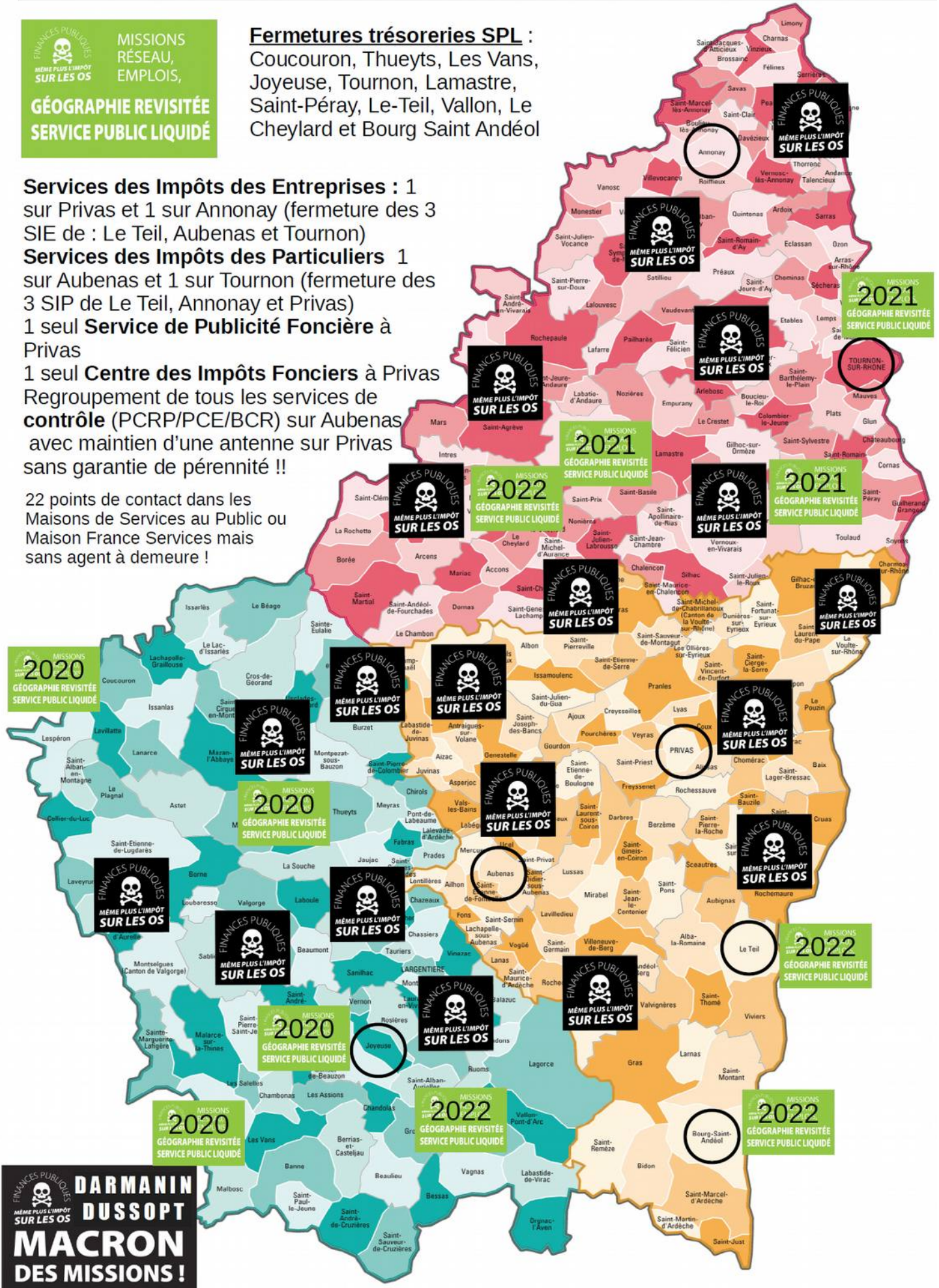
FINANCES PUBLIQUES  
MÊME PLUS L'IMPÔT SUR LES OS

MISSIONS RÉSEAU, EMPLOIS,  
GÉOGRAPHIE REVISITÉE  
SERVICE PUBLIC LIQUIDÉ

**Fermetures trésoreries SPL :**  
Coucouron, Thueyts, Les Vans, Joyeuse, Tournon, Lamastre, Saint-Péray, Le-Teil, Vallon, Le Cheylard et Bourg Saint Andéol

**Services des Impôts des Entreprises :** 1 sur Privas et 1 sur Annonay (fermeture des 3 SIE de : Le Teil, Aubenas et Tournon)  
**Services des Impôts des Particuliers** 1 sur Aubenas et 1 sur Tournon (fermeture des 3 SIP de Le Teil, Annonay et Privas)  
1 seul **Service de Publicité Foncière** à Privas  
1 seul **Centre des Impôts Fonciers** à Privas  
Regroupement de tous les services de **contrôle** (PCRP/PCE/BCR) sur Aubenas avec maintien d'une antenne sur Privas sans garantie de pérennité !!

22 points de contact dans les Maisons de Services au Public ou Maison France Services mais sans agent à demeure !



FINANCES PUBLIQUES  
MÊME PLUS L'IMPÔT SUR LES OS

**DARMANIN  
DUSSOPT  
MACRON  
DES MISSIONS!**